



Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Frédéric LAFFORGUE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Patricia WEBER

Solidarités - Gestion de la demande locative sociale - Convention entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole concernant l'enregistrement de la demande de logement social - Convention de mandat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

L'article L.441-2-1 du Code de la construction et de l'habitation, issu de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, a créé une obligation d'enregistrement, au niveau départemental, de toute demande de logement locatif social dans un fichier partagé.

Le fichier partagé de la demande de logement social est un système d'enregistrement départemental permettant à chaque demandeur de logement social de ne déposer qu'un seul dossier de demande auprès d'un guichet labellisé ou directement sur le Portail Grand Public (demande-logement-social.gouv.fr), dossier partagé entre tous les guichets enregistreurs (bailleurs sociaux, Action Logement et certaines collectivités) via une base de données informatique. Dans l'Hérault, ce dispositif est le Système National d'Enregistrement (SNE).

A partir de ce fichier partagé, les guichets enregistreurs ont ainsi accès aux dossiers nominatifs des demandeurs, aux événements liés aux dossiers, et peuvent disposer d'un état de la demande de logement social sur leur territoire.

Montpellier Méditerranée Métropole pilote la politique d'attributions des logements sociaux sur son territoire dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement, et met en œuvre le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs, adopté par délibération n°M2019-561 du 18 novembre 2019.

Dans ce cadre, la Métropole doit pouvoir accéder au fichier partagé de la demande en tant qu'outil de connaissance des besoins et de la situation des demandeurs, ainsi que de pilotage des dispositifs qu'elle porte.

Pour cela, il est nécessaire que Montpellier Méditerranée Métropole devienne guichet enregistreur de la demande locative sociale. Sur le plan pratique, il est proposé que la Métropole désigne son Office Public, ACM Habitat, comme mandataire pour réaliser les missions afférentes à l'enregistrement des dossiers des demandeurs.

Une convention relative aux conditions et modalités de mise en œuvre du SNE sera signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS), gestionnaire départemental du SNE. Ainsi, qu'une convention de mandat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole concernant la mise en œuvre du système d'enregistrement national et les modalités locales d'enregistrement de la demande ;
- D'approuver les termes de la convention de mandat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat pour la réalisation des missions afférentes à l'enregistrement des demandes de logement social ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172564-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention SNE.pdf

- convention mandat ACM-3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.